



Comité parlementaire pour un Iran démocratique

Iran : Répression, belligérance Nécessite d'une nouvelle approche



Réunion du Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID)
à l'Assemblée nationale le 29 octobre 2019

C.P.I.D.

Présidente

Michèle
de VAUCOULEURS
Députée des Yvelines

Vice-présidents

André CHASSAIGNE
Député du Puy-de-Dôme

Yannick FAVENNEC
Député de la Mayenne

Philippe GOSSELIN
Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC
Député de l'Ardèche

Membres

Sophie AUCONIE
Députée d'Indre-et-Loire

Pierre-Yves BOURNAZEL
Député de Paris 18e

Jean-Michel CLEMENT
Député de la Vienne

Yves DANIEL
Député de la Loire-Atlantique

Éric Diard
Député des Bouches-du-Rhône

Jean-Paul DUFREGNE
Député de l'Allier

Patricia GALLERNEAU
Députée de la Vendée

Jacques KRABAL
Député de l'Aisne

Sonia KRIMI
Députée de la Manche

Constance LE GRIP
Députée des Hauts-de-Seine

Olivier MARLEIX
Député d'Eure-et-Loir

Bertrand PANCHER
Député de la Meuse

Bérengère POLETTI
Députée des Ardennes

François PUPPONI
Député du Val d'Oise

Frédéric REISS
Député du Bas-Rhin

Hubert WULFRANC
Député de la Seine-Maritime



Députés et personnalités sont venus accueillir Mme Radjavi à son arrivée à l'Assemblée nationale. (De g à dr.) Vincent Descoeur, Jean-Pierre Brard, François Colcombet, André Chassaigne, Paul Molac, Yannick Favennec-Becot, Bérengère Poletti, Frédéric Barbier, Olivier Marleix et Frédéric Reiss.

Introduction d'Hervé Saulignac, député de l'Ardèche



La réunion organisée par le CPID le mardi 29 octobre dernier au 7ème Bureau de l'Assemblée nationale, précédait de deux semaines des événements majeurs qui ont secoué l'Iran tout entier. Le pays continue depuis mi-novembre de connaître des manifestations de protestations qui démontrent clairement le rejet par un grand nombre d'Iraniens, de la théocratie qui règne sur une population exaspérée, une population meurtrie et qui aspire à des droits fondamentaux dans une démocratie rétablie.

J'ai eu l'occasion de dire lors d'une séance de questions au Gouvernement le 3 décembre, au nom de mon groupe et au nom du CPID qui regroupe toutes les sensibilités

politiques de la représentation nationale, un bilan –partiel– de la répression sanglante et cruelle qui a suivi le soulèvement populaire en Iran ainsi que notre indignation vis-à-vis du silence de la France et de l'UE devant ce qui est une violation flagrante de nos valeurs républicaines. Nous avons retenu les paroles du Président de la République devant le corps diplomatique après la crise que l'Iran avait déjà connu en janvier 2018 : « le changement ne viendra que du peuple iranien lui-même. Et notre rôle en la matière est d'être ces vigies exigeantes, scrupuleuses qui doivent s'assurer à ce qu'aucun de ces droits ne soient bafoués. Et nous serons, à ce titre, vigilants et intransigeants ». La France a-t-elle bien rempli son rôle en la matière en ce début 2020 ?

La colère populaire contre le régime, attisée par le crash de l'avion de ligne ukrainien abattu par deux missiles des Gardiens de la Révolution, laisse présager que les Iraniens pourraient ne plus supporter très longtemps la répression et la belligérance du pouvoir. Cela est d'autant plus vrai que le régime investit une part importante de la richesse nationale au détriment du peuple dont le quotidien est marqué chaque jour un peu plus par les privations. En invitant une dirigeante de l'opposition iranienne à exposer son analyse, le CPID a voulu montrer que les Iraniens ne sont pas sommés de choisir entre une dictature religieuse et le chaos. Il existe une volonté d'alternative dans ce pays. L'enjeu pour la France et pour l'Europe, c'est précisément de se placer aux côtés de celles et ceux qui, au sein du peuple iranien, aspirent à un Iran libre et démocratique, dont nous partagerions les valeurs fondamentales.

Maryam Radjavi,

Présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne

Mesdames et Messieurs les députés,

Chers amis,

Je voudrais vous remercier pour vos efforts de grande valeur contre le fascisme religieux et pour votre soutien au peuple iranien et à sa Résistance.

Cela fait 40 ans que le peuple iranien lutte contre un régime qui détient le record du monde des exécutions. Durant la présidence de Rohani près de 4000 personnes ont été pendues.

Jusqu'à présent, sous le régime des mollahs, il y a eu 120.000 exécutions politiques, dont 30.000 durant l'été 1988. Ce livre, publié récemment par le Mouvement pour la Justice, est une liste partielle de noms des membres de l'OMPI massacrés à cette époque. C'est le plus grand massacre politique de l'après seconde guerre mondiale. Des responsables de ce massacre occupent actuellement les postes de chef du judiciaire ou de ministre de la Justice. Vous pouvez imaginer la justice en Iran !

Ce régime a légalisé les discriminations contre les femmes. Il a commis le plus grand nombre d'exécutions de femmes au monde. Les Iraniennes ont subi les pires tortures. Elles sont nombreuses à être emprisonnées juste pour leurs activités et leurs convictions. Malheureusement le monde a gardé le silence sur tous ces crimes.

Ce régime est aussi le facteur principal de l'instabilité et de la guerre dans la région.

Ces dernières années, le monde a beaucoup entendu parler des crimes de Daech. Ce sont les mêmes crimes que le régime iranien commet depuis 40 ans en Iran et dans la région. Les mollahs et Daech ont la même idéologie ennemie de l'humanité. Ce sont les mêmes dans la tyrannie et la barbarie au nom de la religion, dans le terrorisme, l'expansionnisme et la misogynie. Quand cette idéologie domine un grand pays comme l'Iran, elle est cent fois plus dangereuse que Daech qui est le résultat des crimes des mollahs en Irak et en Syrie et du silence international. Les pasdarans et leurs milices se livrent à des massacres en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen. .

Pour faire avancer sa politique, le régime prend des otages et utilise ses ambassades et ses diplomates pour commettre des attentats terroristes aux Etats-Unis et en Europe, notamment en France.

Ce régime barbare appartient au passé. L'exportation du terrorisme et du bellicisme

sont ses moyens stratégiques pour rester au pouvoir. C'est pour cela qu'il fait échouer tous les efforts européens, en particulier du président français, pour réduire les tensions. C'est pour cela qu'il continue ses attaques dans les eaux internationales et sur des installations pétrolières dans les pays voisins.

S'il y avait la moindre possibilité de modération dans ce régime, si le Président n'était pas un instrument du guide suprême, si les dirigeants pensaient aux intérêts du peuple au lieu de leur survie et si ce régime avait un minimum de stabilité, pourquoi augmentait-il la répression et le terrorisme et rejette les propositions de la France?

Le régime joue un double-jeu avec ces initiatives pour gagner du temps afin de poursuivre ses agressions dans la région et développer son programme balistique. Et d'un autre côté, il critique durement la France et l'Europe dans sa propagande à l'intérieur de

« Pour faire avancer sa politique, ce régime prend des otages et utilise ses ambassades et ses diplomates pour commettre des attentats terroristes, notamment en France. »

Maryam Radjavi

l'Iran.

NECESSAIRE FERMETÉ

S'il y avait la moindre possibilité de réforme, nous n'aurions pas payé cet énorme prix pendant ces 40 années de résistance. L'OMPI a compris que la répression en Iran et la guerre à l'étranger était la seule manière pour les mollahs de rester au pouvoir. Ils ne comprennent que la fermeté et considèrent le silence, la flexibilité et les négociations comme un signe de faiblesse. L'absence de réaction face à ses violations des lois et son bellicisme, ne font que les encourager.

On peut résumer des derniers événements en trois points :

- Ce régime ne changera jamais de conduite parce qu'il est trop faible et isolé et que cela signifie un changement de régime.

- Il ne peut renoncer au bellicisme ni à ses projets nucléaires et de missiles en échange de concessions. Il a rejeté cette possibilité au meilleur moment.

LA SOLUTION

Sans une politique de fermeté, le régime sera plus agressif. La solution est de se tenir



au côté du peuple iranien qui veut son renversement. Les Iraniens qui manifestent et font grève sont réprimés. Ils voient dans le départ des mollahs la seule solution. Dans les manifestations, ils crient aux dirigeants du régime de laisser la Syrie. Mais les mollahs continuent de consacrer une partie importante des revenus du pays à financer la guerre et le terrorisme en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen.

L'économie du pays est paralysée. Le taux de croissance a chuté à près de moins 10 et le taux d'inflation est de 40 à 50 %.

La dictature religieuse ne représente pas le peuple iranien avec sa grande histoire et sa grande culture.

Les initiatives de la diplomatie française, avec le leadership dans ce domaine, doivent aussi se montrer actives pour ouvrir la voie à la démocratie en Iran et soutenir les droits humains du peuple iranien et de sa Résistance. C'est seulement de cette manière qu'on peut instaurer la paix et la stabilité dans cette région et apporter la démocratie.

L'ALTERNATIVE

Il existe une alternative démocratique capable d'instaurer une république démocratique et pluraliste fondée sur la séparation de la religion et de l'Etat, l'égalité des femmes et des hommes, l'autonomie des minorités et un Iran non nucléaire.

Le Conseil national de la Résistance iranienne est capable de remplacer ce régime et d'assurer une transition pacifique du pouvoir aux représentants élus du peuple iranien. Le peuple iranien et sa Résistance, avec les unités de résistance sont prêts à le faire.

J'espère que la politique européenne et celle la France se tiendront du côté du peuple iranien et de ses demandes légitimes.



Michèle de Vaucouleurs,
députée des
Yvelines
et présidente
du CPID

« La persévérance des Achrafiens ne pouvait être qu'une source d'espoir pour les Iraniens de l'intérieur qui aspirent à la liberté. »

Michèle de Vaucouleurs

C'est donc la deuxième fois que nous avons le plaisir et l'honneur de recevoir Mme Radjavi cette année. Nous l'avions reçue en février de cette année. Depuis il y a eu une actualité très dense sur le plan des relations diplomatiques avec l'Iran et bien sûr on a beaucoup parlé des enjeux géopolitiques sur ce pays. Mais je rappelle que la mission première du CPID, c'est bien de s'attacher aux droits de l'homme en Iran et plus particulièrement aux droits des femmes.

Je suis heureuse de vous faire part d'un déplacement que j'ai pu faire avec mon collègue Hervé Saulignac cet été à Achraf-3 en Albanie. C'était la première fois que je me rendais sur place. C'est une cité en Albanie qui a été construite en moins d'un an par ces résistants qui ont vécu une situation terrible en Irak puisqu'ils ont été abattus à la demande du régime iranien. dans ce camp où ils étaient réfugiés, abattus

Ces femmes et ces hommes sont très émouvants. On a eu plusieurs témoignages de ces personnes qui ont souffert dans leur chair de conditions d'emprisonnement, de détention, de torture abominables.

On a également eu une exposition remarquable. C'est un objet très lourd qui permet vraiment de se rendre compte de la façon dont les choses sont enchaînées en Iran du point de vue politique, où en est rendu le régime pour essayer d'anéantir autant psychologiquement que physiquement les personnes.

C'était quelque chose de troublant mais en même temps tout ce combat, cette veille, ces personnes qui sont en Albanie, n'ont pas fléchi à un moment où c'était dur pour eux et pour elles, et s'ils n'ont pas fléchi à ce moment-là, ce sont des gens qui ne sont pas prêts de fléchir. C'est un levier d'espoir très fort pour les gens qui sont restés au pays, parce que ils portent avec eux toute la souffrance que vit le peuple iranien sur place actuellement.

Sur place il y a un régime qui est dur, et au sein de ce régime dur, non seulement il y a des gens qui vivent un quotidien qui est dur avec la dimension économique qui est très compliquée, des conditions de vie qui sont dures, qui sont peut-être aggravées par les sanctions. Mais au-delà il y a des défenseurs de la liberté, des droits humains, des gens qui sont là pour porter une parole de vérité sur la situation dans le pays, qui essaient d'être des témoins de leur temps et qui eux sont emprisonnés dans des conditions très dures de manière très arbitraires avec des procès qui n'en sont pas.

Je vais terminer là-dessus et vous redire Madame la Présidente, qu'on est confiants dans votre capacité à ne rien lâcher et qu'on voit les choses bouger, même de la France, même d'un pays qui ne veut pas tout voir, qui se donne un angle de vue. Malgré tout on voit que les choses sont en train de bouger.

André Chassaing,
président du
groupe GDR et
vice-président du
CPID



« La seule politique viable doit inclure un soutien au peuple iranien dans la prise en compte des violations des droits humains. »

André Chassaing

Suite à l'accord de 2015 sur le nucléaire, la société iranienne était dans l'attente des jours meilleurs promis par le gouvernement «modéré» de Rohani. Mais en réalité, rien n'a changé. Face à cette situation, les mouvements de protestation se sont multipliés, allant des enseignants et infirmières aux travailleurs de la pétrochimie, des retraités aux chômeurs.

La réponse du régime iranien a été de plus en plus violente. Les prisons iraniennes sont remplies de militants et en particulier de militants ouvriers.

Je voudrais parler des travailleurs de l'usine de canne à sucre de Haft-Tapeh qui se sont rassemblés devant ce complexe industriel et se sont dirigés vers le bureau du gouverneur en rangs serrés. Les jeunes, les étudiants, les familles des travailleurs ont activement participé à la manifestation. Les femmes, comme souvent en Iran, ont joué un rôle important à la tête du cortège. Les manifestants ont scandé: « nous sommes les ouvriers de Haft-Tapeh, nous avons faim ». Ils ont courageusement crié: « A bas l'opresseur, vive l'ouvrier! ». Ils ont dit qu'ils étaient prêts à mourir plutôt que d'accepter l'humiliation. Ils ont dénoncé la corruption qui empêchaient de résoudre leur problème.

Le régime iranien a de plus en plus recours à des condamnations cruelles, inhumaines, ainsi qu'à de lourdes peines de prison pour empêcher la propagation des manifestations en Iran.

Pourquoi les mollahs ont-ils tellement besoin d'une répression aussi brutale? Parce que le régime tomberait devant le mécontentement populaire généralisé. Parce que le mouvement de protestation contre les mollahs en Iran s'amplifie comme un flot que rien n'arrête.

La seule politique viable doit inclure un soutien au peuple iranien, en prenant en compte les violations des droits humains du régime, ces violations constituent son talon d'Achille. Je le dis avec force: il est naïf de croire que ce régime est capable de modérer son comportement.

A l'opposé, le peuple iranien a une alternative organisée, dirigée par une femme, Mme Maryam Radjavi. Une alternative qui porte une société libre, démocratique.

Nous plaçons, nous les parlementaires, au-dessus de toute autre considération, les souffrances du peuple iranien. C'est ce message que nous adressons inlassablement au peuple iranien. Nous lui adressons ce message pour qu'il sache qu'il n'est pas seul, pour qu'il sache que dans le monde une solidarité existe, pour qu'il sache que la liberté finit toujours par triompher et que nous les parlementaires français nous continuerons à nous mobiliser tant que cette liberté n'aura pas triomphé.



Yannic Favennec,
député de la
Mayenne, vice-
président du CPID



Philippe Gosselin,
député de la
Manche, vice-
président du CPID

« Écoutons les voix qui se lèvent en Irak et au Liban pour mettre fin à l'hégémonie du régime iranien. »

Yannick Favennec

« Transmettre et porter les aspirations du peuple iranien à plus de liberté, d'égalité et de démocratie, avec une place particulière pour les femmes »

Philippe Gosselin

Je suis très préoccupé par le rôle déstabilisateur de l'Irak qui fournit des armes à des groupes armés, à des organisations terroristes et à des milices. Ce faisant, il porte atteinte à la sécurité régionale au lieu de contribuer aux efforts internationaux pour parvenir à des solutions pacifistes et mettre un terme aux dangereuses tensions qui s'accroissent depuis plusieurs mois.

Le régime iranien ne fait preuve d'aucune honnêteté sur la scène internationale. Nous avons pu voir le décalage criant qu'il y a entre ses paroles et la réalité de ses actes. Nous savons que l'attaque des drones des alliés de l'Irak présents au Yémen ou en Irak, le 14 septembre dernier, contre une raffinerie en Arabie saoudite, a amputé ce pays de la moitié de sa production pétrolière. Il y a là une véritable volonté de la part du régime iranien de déstabiliser le royaume saoudien mais aussi le marché du pétrole dans son ensemble, les places boursières et la géopolitique au Moyen-Orient.

Le guide suprême, Ali Khamenei, les pasdarans, gardiens de la révolution, et leur fer de lance Al-Qods, sont animés par un vaste projet de domination du Moyen-Orient depuis la Caspienne et le Golfe arabo-persique, jusqu'en méditerranée orientale avec de possibles répercussions en Afrique du nord. Les livraisons de missiles balistiques iraniens aux rebelles et leur emploi contre l'Arabie saoudite ont étendu ce conflit.

Cette question géopolitique a aussi une forte dimension internationale. La principale route maritime entre l'Europe et l'Asie passe par le détroit de Bab el Mandel et le Golfe d'Aden. Ne soyons pas naïfs, ces agressions relèvent bien de conflits armés. L'Irak mène une guerre et nous nous regardons ailleurs. Si cette guerre est géographiquement éclatée, temporellement séquencée, avec la mobilisation de forces par procuration, les proxies, il s'agit pourtant d'un conflit armé, et des voix se lèvent depuis plusieurs jours en Irak et au Liban pour mettre fin à l'hégémonie du régime iranien dans cette région.

La solution ne peut venir que des Iraniens eux-mêmes comme vous l'avez souvent déclaré Mme Radjavi. Ni une guerre menée de l'extérieur, ni des négociations sans fin qui n'ont eu pour résultat que plus de menace et plus d'agressivité, ne peuvent conduire à une solution durable. C'est pourquoi il est grand temps de réfléchir et de soutenir un changement de régime par le peuple iranien et sa résistance organisée. Les Iraniens pourront toujours compter sur moi. La Résistance iranienne pourra toujours compter sur nous.

Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir de vous accueillir ici avec des membres éminents de la résistance et aussi notre diversité politique à l'intérieur de l'Assemblée nationale, pour porter les espoirs d'un Iran démocratique. Mais au-delà d'une institutionnalisation de l'Iran démocratique, c'est de transmettre et de porter les aspirations du peuple iranien au-delà des régimes à plus de liberté, d'égalité et de démocratie, avec une place particulière pour les femmes et on en a la démonstration avec la Présidente.

Depuis la fin de l'année 2017- début 2018, il se passe vraiment quelque chose en Iran, c'est une accélération. Les médias se font davantage l'écho des poches de contestation. La diplomatie française s'est réellement activée ces derniers temps.

Bien sûr il y a eu cette tentative d'attentat. Je trouve qu'on l'a beaucoup minimisée et je m'en étonne. Un certain nombre nous étions présents, il s'agissait bien d'une tentative d'attentat avec la mise en cause de diplomates et d'un Etat clairement identifié.

Le contexte a changé depuis 2 ans, et depuis quelques mois avec, je le salue, des tentatives du gouvernement français d'une main tendue à l'ONU. Malheureusement cela n'a pas donné le succès escompté.

Il faut rappeler avec force que la situation en Iran n'est pas tenable, que les femmes bravent les interdits très régulièrement, elles ont beaucoup de courage, il ne faut pas les abandonner. Dans de nombreuses villes, on a aussi une jeunesse qui se mobilise, qui a envie que les choses bougent et un régime qui est en difficulté.

Il est important de rappeler le soutien de parlementaires français. Le CPID dans sa diversité est là, au côté du peuple iranien, à vos côtés Mme la présidente. Soyez sûrs que nous sommes combattifs, déterminés. Nous sommes engagés aux côtés de la Résistance.

Nombre d'entre nous ont pu aussi faire la démonstration de cette amitié en se rendant en Albanie. C'était aussi une façon de montrer notre soutien et notre grande confiance dans ce que vous continuez à préparer et ce pourquoi vous portez le combat.

L'effort est à poursuivre et je dirai même : accélérons le mouvement, accélérons les possibilités de porter dans le monde occidental, dans l'Europe ces questions des droits de l'homme, ces questions d'aspiration à de plus grandes libertés du peuple iranien que nous saluons une fois de plus avec chaleur et amitié et confiance aussi dans l'avenir.



Sophie Auconie,
députée
d'Indre et Loire

*Sophie Auconie aux
côté de Yves Bonnet,
préfet honoraire,
ancien directeur de
la DST*

« Nous sommes là pour vous aider et pour porter à travers la France, mais aussi l'Union européenne, le soutien sans faille des parlementaires français. »

Sophie Auconie

Mme Radjavi, c'était pour moi une évidence de venir vous redire combien j'ai été heureuse de faire partie de ce groupe de parlementaires pour vous soutenir ainsi que l'ensemble de ceux et celles qui sont en résistance pour l'Iran démocratique. Je suis ici parce que je suis une femme libre et que j'en mesure toute la chance et toute l'importance.

J'ai été libre d'étudier comme je le souhaitais. C'est encore le cas pour les femmes en Iran, même s'il y a une pression également là-dessus. Mais je suis une femme qui a choisi de faire de la politique, pour autant j'aurais pu être juge, j'aurais pu faire un autre métier et je mesure de ma chance. Je mesure l'importance pour nous toutes de défendre ce modèle de démocratie, d'humanisme, d'écoute, de partage, très perfectible en France comme dans l'Union européenne, mais que nous devons reconnaître, quand on a l'exemple d'un pays comme l'Iran et que l'on doit aussi mettre à la disposition de combat tels que les vôtres.

Permettez-moi d'utiliser une référence de Lénine, car finalement nous sommes dans une relations transpartisane, Lénine disait : « là où il y a une volonté, il y a un chemin ». Alors je mesure combien ce chemin que nous faisons ensemble est escarpé, compliqué, mal carrossé et combien il n'est pas si facile à suivre, mais nous sommes là pour vous aider et pour porter à travers notre pays la France, mais aussi l'Union européenne, le soutien sans faille des parlementaires de l'Assemblée et du Sénat français et je suis sûre aussi du Parlement européen, puisque j'en suis issue. Nous avons déjà d'excellentes relations avec les hommes et les femmes qui font le lien entre votre combat et le nôtre quand j'étais au Parlement européen et que c'était déjà une relation très engagée, amicale et très sincère entre les Etats membres de l'UE et vous-même.

Vous pouvez compter sur moi et sur nous. Nous sommes à vos côtés et nous finirons par gagner.

Nadia Essayan,
députée du
Cher



« Des Iraniennes ont le courage de dire au péril de leur vie qu'elles veulent une plus grande autonomie. Nous ne pouvons que les soutenir dans leur démarche et dans les vôtres. »

Nadia Essayan

Je suis d'origine palestinienne et libanaise également. Je dis cela parce que je viens d'intervenir dans l'hémicycle sur la question de la situation au Liban et j'y vois un lien avec votre combat.

Les analystes politiques se rendent compte que nous assistons depuis quelque temps à des événements dans plusieurs pays du monde : au Chili, au Liban, à Hong-Kong, en France il n'y a pas si longtemps, en Algérie, en Iran, et ailleurs, des peuples se soulèvent et disent parfois au péril de leur vie, leur refus du système politique qui les gouvernent. Les situations sont extrêmement différentes d'un pays à l'autre, les comparaisons sont difficiles. Cependant il y a un fil rouge, c'est la volonté d'une plus grande justice sociale, celui d'un refus des inégalités et d'une volonté de s'exprimer à ce sujet, d'être acteur dans sa société. C'est un point qui peut nous donner de l'espérance. Derrière ces soulèvements, après ces soulèvements, il y a toujours des choses qui changent.

Cela dit la bonne santé d'une société se mesure aussi à la situation des femmes et vous le savez, vous qui avez pris des responsabilités majeures pour le bien de votre peuple. Des Iraniennes ont le courage aujourd'hui de dire au péril de leur vie qu'elles veulent accéder à une plus grande autonomie. Leur revendication est importante et nous qui sommes femmes et députées nous ne pouvons que les soutenir dans leur démarche et dans les vôtres.

Je terminerai en saluant votre courage et votre action et je vais espérer avec vous et avec mes collègues ici présents et les personnes qui sont présentes et qui sont vos amis que l'avenir sera plus favorable à la démocratie là où elle a du mal à vivre.



De gauche à droite : l'ancien député Jean-Pierre Brard, le maire de Paris 1er Jean-François Legaret, François Colcombet, ancien magistrat, et Aude de Thuin, fondatrice de Women in Africa.





Frédéric Reiss,
député du
Bas-Rhin
&
Paul Molac,
député du
Morbihan

Frédéric Reiss

Tout d'abord Madame la Présidente, je tiens à souligner votre constance et opiniâtreté dans le combat que vous menez pour la démocratie en Iran. Voilà quelques années que je suis membre aussi du CPID et après un Alsacien célèbre qui n'est plus avec nous, c'est Adrien Zeller, c'est un combat qui nous parle particulièrement.

Dans le dernier numéro d'« Iran Libération », j'ai été impressionné Madame Radjavi par la photo qui vous montre au musée d'Achraf-3 devant le mur des victimes des exécutions politiques. C'est là qu'on se rend compte de toute l'horreur que le peuple iranien est en train de vivre. Ce régime iranien détient le record d'exécutions par habitant. Entre octobre 2018 et septembre 2019, au moins 273 exécutions auraient eu lieu dans tout le pays. L'Iran a exécuté sept enfants délinquants l'année dernière, deux depuis le début de l'année.

Chère Madame Radjavi, vous représentez aujourd'hui l'alternative pour un Iran libre. Vous comptez au sein de votre pays de nombreux soutiens, ici aussi, et également pour vos idées. Vous êtes engagée pour défendre les droits de l'homme, les droits de votre peuple et aussi pour défendre les libertés fondamentales qui sont aujourd'hui bafouées dans un régime de dictature religieuse.

A toutes les unités de la résistance, je dis: gardez espoir et je souhaite que vous pourrez vivre bientôt des élections démocratiques.

« Madame Radjavi, vous représentez aujourd'hui l'alternative pour un Iran libre. Vous comptez au sein de votre pays de nombreux soutiens, ici aussi.»

Frédéric Reiss

Paul Molac

L'Iran par son poids géopolitique est un acteur important dans la zone du Moyen-Orient. Si on reprend notre ordre international, il est beaucoup basé sur le droit des États et pas forcément sur le droit des peuples et avec un respect de la démocratie qui est plus que fragmentaire. Evidemment il y a des pays plus vertueux que les autres et notre rôle c'est d'essayer de favoriser l'émancipation des peuples vis-à-vis de la religion, car il ne faut pas confondre le sentiment religieux avec l'instrumentalisation politique de la religion. Il y a une grosse différence de l'utilisation qu'en fait un régime pour réprimer son peuple à l'intérieur, en montrant certains comme des ennemis de l'intérieur, et en montrant les difficultés qu'ils peuvent avoir avec d'autres États, pas toujours bienveillants, mais c'est de cette façon-là qu'on tient le peuple et qu'on l'empêche de réfléchir par lui-même. Il n'empêche qu'en Iran si aujourd'hui les élections étaient libres, les mollahs seraient remerciés et nous aurions en Iran des personnes certainement plus éclairées au pouvoir.

Je crois que les membres de ce comité sont là pour défendre cette idée que les libertés fondamentales, les droits de l'homme sont au-dessus de toute autre chose. C'est important. C'est pour ça que je vous soutiens aujourd'hui dans votre combat.



Brahim Hammouche,
député de
Moselle
&
Jean Lassalle,
député des
Pyrénées
Atlantiques

Brahim Hammouche

On se dit souvent en terme géopolitique : quelle est l'alternative? C'est la question qu'on se pose toujours pour différents régimes, dont celui de l'Iran théocratique. Et vous incarnez depuis de nombreuses générations la crédibilité et la ténacité qui signifie que vous êtes possiblement en situation d'incarner une vraie alternative et une alternative qui rejoint la philosophie des Lumières, qui incarne cette engagement pour les libertés.

Nous voyons que c'est un leurre de penser que des régimes comme celui actuellement en place peut garantir à la fois la sécurité et les libertés. Il ne garantit ni l'une ni les autres. Au contraire, il contribue à l'instabilité, on le voit dans l'ensemble de la région, et il renforce un certain nombre de répression contre les femmes en premier lieu, et la jeunesse aussi, puisque je suis également en contact avec une partie de la jeunesse iranienne.

Vous avez des amis, à toutes les classes d'âges. Au niveau de l'histoire également, vous incarnez ce rôle symbolique d'incarner ces valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Aujourd'hui en tant que républicains et démocrates, nous sommes à vos côtés. Je peux souhaiter que toutes les lumières viennent éclaircir les chemins des libertés et nous serons encore une fois à vos coté pour apporter le meilleur de l'humanité, la liberté absolue de conscience.

« C'est un leurre de penser qu'un régime comme celui en place peut garantir la sécurité. Au contraire, il contribue à l'instabilité dans la région.»

Brahim Hammouche

Jean Lassalle

Chère Maryam Radjavi, vous ne changez pas. Tout au plus les marques douloureuses qui sur votre visage s'incrument et apparaissent si bienveillantes, rappellent le courage, l'abnégation, le refus de renoncer à votre résistance. Je suis de ceux qui ont toujours pensé que la résistance préfigurait tout changement politique majeur et durable

Je suis très admiratif. Vous réunissez des députés de plusieurs mandatures et vous êtes toujours là.

Une des erreurs que nous commettons c'est de considérer qu'au fond si ce régime terrifiant tombait, il n'y aurait pas d'alternatives. Or je suis entièrement convaincu que comme tous ceux qui ont suivi votre combat magnifique que cette alternance est prête, est portée très largement par votre peuple et par tous les amoureux de la liberté du monde.

C'est la raison pour laquelle, je suis si heureux que vous nous rassembliez tous et au-delà des aléas et des choix qui peuvent être momentanément fait par des amis, je suis persuadé que vous portez dans votre visage, dans votre regard, les mêmes traits, le même reflet que les plus grands, ceux qui changèrent tout, vous faites partie de cette trempe.

Question au gouvernement d'Hervé Saulignac, député de l'Ardèche, le 3 décembre 2019

Monsieur le Premier ministre, le 15 novembre dernier, à la suite de la décision du régime iranien d'augmenter le prix de l'essence, le peuple d'Iran est descendu dans la rue. Le régime des mollahs a répliqué par les armes, provoquant un bain de sang. Le bilan est effroyable : probablement plus de 500 morts dont de nombreux jeunes, plus de 4 000 blessés et 10 000 arrestations, qui seront très certainement suivies d'exécutions sommaires.

Des armes de guerre ont été utilisées, des snipers ont tiré sur des gosses et les forces de sécurité du régime sont allées chercher les manifestants jusque dans les hôpitaux.

Devant ce qu'il convient de qualifier de massacre, le silence de la communauté internationale est assourdissant, mais le silence le plus insupportable et le plus inacceptable, c'est celui de la France. Par ce silence, notre pays tourne le dos à des valeurs universelles qu'il a pourtant si longtemps incarnées. Pourquoi la France se tait-elle ?

Vous savez probablement, monsieur le Premier ministre, que des parlementaires français de tous bords ne comprennent pas que la diplomatie française déserte ainsi le terrain des droits de l'homme. Le Parlement est dans son rôle quand il vous dit



que notre pays s'abîme en restant spectateur de l'horreur qui s'abat sur des innocents.

Monsieur le Premier ministre, la France, par votre voix, doit condamner, plus clairement qu'elle ne l'a fait, les atrocités commises par le régime des mollahs en Iran. Elle doit aussi exhorter l'ONU à enquêter pour faire toute la lumière sur les crimes commis. Ne trahissez pas les valeurs de la France ! Soyez, dans votre réponse, à la hauteur de notre histoire !

Réponse d'Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes

Monsieur le député, l'Iran, en effet, a été marqué mi-novembre, durant plusieurs jours, par un mouvement de contestation extrêmement violent et de grande ampleur, qui a suivi la décision d'augmenter le prix du carburant dans un contexte économique dont la très grande dégradation est liée à des événements géopolitiques, par rapport auxquels la France, vous le savez, s'est engagée à chercher la désescalade.

De nombreuses victimes sont à déplorer, car les autorités ont réprimé les manifestations par des tirs à balles réelles. Elles ont également procédé à des milliers d'arrestations et interrompu l'accès à internet.

Du fait de la coupure des réseaux internet dans le pays et du contrôle de l'information par les autorités, nous ne disposons pas, à ce jour, d'un bilan clair de la répression. Le haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a indiqué, à la fin de la semaine dernière, que les rapports évoquant plus de 100 victimes étaient crédibles. Quant à l'ONG Amnesty international, elle parle d'au moins 143 morts.

Par ma voix ici, par celle de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, aujourd'hui à Londres, en pleine solidarité avec l'ensemble du Gouvernement et, je crois, avec l'intégralité de nos partenaires européens, nous condamnons évidemment avec force l'usage disproportionné de la force et les violences exercées à l'encontre des manifestants.

Devant l'ampleur de la répression et compte tenu des informations crédibles faisant état de la mort de nombreux manifestants, nous appelons très solennellement les autorités iraniennes à respecter le droit de manifester pacifiquement, la liberté d'expression et le libre accès aux moyens de communication.

La France appelle l'Iran à respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme, en particulier le pacte international relatif aux droits civils et politiques. Nous ne baissons pas les bras ; nous engageons avec l'Iran un dialogue ferme et exigeant sur les questions géopolitiques, et intransigeant sur les questions de droits de l'homme.

